

# Communisme en mouvement

Numéro 2

Mai 2005

Ce bulletin et le site Internet (<http://communisme.site.voila.fr/index.html>) ont vocation à stimuler le débat sur le projet, sur la stratégie et sur le parti communistes. Y figureront des textes de tonalités bien différentes, mais avec l'idée de contribuer à faire émerger une authentique « refondation communiste ».

Pour ce deuxième numéro – relativement allégé pour cause d'intense mobilisation pour le 29 mai –, Roger Martelli traite des enjeux de construction majoritaire et de dynamique alternative ; Louis Mazuy aborde l'enjeu des perspectives, après la tenue du référendum.

Rendez-vous juste après le 29.

Gilles Alfonsi

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à :  
[communismeenmouvement@laposte.net](mailto:communismeenmouvement@laposte.net)

Pour le recevoir régulièrement ou – et permettre à vos proches de le recevoir, transmettez vos adresses mails.

## Construction majoritaire et dynamique alternative par Roger Martelli

Les passages qui suivent ne font qu'actualiser, à l'aune des expériences récentes, une réflexion déjà ancienne. Les idées énoncées le sont donc de façon lapidaire.

**1. À l'issue des élections de 2004, nous sommes restés en gros devant le même problème :**

1.1. Vu du côté du « mouvement » : ce mouvement est resté fort, mais s'est trouvé échaudé par la pugnacité libérale et les échecs de 2003. Il a nourri le désir d'alternative politique, mais faute de voir se dessiner une alternative crédible, le vote utile et donc l'alternance se sont trouvés confortés par défaut.

1.2. Vu du côté de la « gauche » : la gauche est restée déséquilibrée. Aux élections régionales et européennes, le PS a digéré son camouflet de 2004. La pression de son aile gauche ne l'a pas contraint à quelque

autocritique que ce soit. Il n'a pas eu de concurrent sérieux à gauche, faute de dynamique de regroupement qui l'ait contraint de bouger.

**2. La question de l'articulation du social et du politique n'a guère progressé, si ce n'est sur les marges** (ce qui ne signifie pas que ces marges sont sans intérêt). L'ensemble du mouvement reste dominé par le désir de ne plus reproduire la subordination qui a marqué les rapports du syndicalisme et de la politique au XXe siècle (tradition social-démocrate et communiste : sur ce point, le tronc est commun...). Mais la volonté de repousser la subordination se traduit en pratique par la séparation du champ social et du champ politique : après la subordination, la séparation... Nous nous trouvons donc devant deux tentations.

2.1. La tentation dominante se résume en une formule : « Chacun chez soi et les cochons seront bien gardés ». Au syndicalisme et aux associations la formulation de la demande ; à l'État et aux partis la formalisation de la réponse. Il y a dans cette conception un noyau de vérité absolue : les fonctions des uns et des autres ne se confondent pas ; le syndicat n'est ni un parti ni une association... et réciproquement. Mais il y a aussi une erreur fondamentale : l'imbrication croissante de l'économique, du social, du politique et du culturel interdit de penser séparément chaque domaine (la *distinction* des fonctions ne doit donc surtout pas se traduire par la *séparation* des champs) ; la délégation à l'État et aux partis de l'élaboration politique a multiplié les effets pervers de la dépossession politique. Tout à la fois, cela accentue la crise de la politique et cela fait le jeu du parti qui est le mieux à même d'incarner la « compétence » dans la gestion de l'État (pas besoin de faire un dessin...).

2.2. À côté de cette tentation dominante, existent des formes minoritaires mais cohérentes et actives. D'une manière ou d'une autre, elles se rattachent à la vieille conception du syndicalisme révolutionnaire ou « anarcho-syndicalisme » : les partis politiques étant discrédités par leur étatisme congénital, c'est au mouvement lui-même d'assumer sa fonction d'acteur politique, en dehors de toute intervention partisane. Souvent, cette conception de souche libertaire est théorisée (Miguel Benasayag) par la conviction que, la société n'étant pas une totalité mais une somme infinie de « situations », toute volonté de globalisation est dangereuse. À l'extrême, on trouve les positions du britannique Holloway, appuyées sur l'exemple zapatiste : le mouvement doit avant tout se débarrasser du désir de « prendre le pouvoir » ; il ne doit s'attacher qu'à l'occupation de « contre-pouvoirs ».

Cette conception est forte théoriquement, mais elle se heurte à deux objections lourdes. Tout d'abord, si la société n'est pas une totalité simple, elle est structurée par de grandes logiques historiques qui

donnent sens à chacune des « situations » concrètes, les oriente et parfois même les prédétermine. Une société n'est pas un bloc homogène, mais elle est « sous dominante » : aujourd'hui, elle est dominée par les logiques capitalistes-marchandes. Ne pas se poser la question de ces logiques équivaut à laisser opérer la « main aveugle » du marché. Quant à la démarche des « contre-pouvoirs », elle a une vertu pratique séduisante puisqu'elle encourage à occuper des pouvoirs et à chercher des transformations sans attendre le moment mythique de « la » rupture. Mais elle entérine le fait que « l'historicité », que les grandes normes régulatrices restent définies par les mêmes forces sociales, les mêmes classes dominantes. Dans cette optique, la radicalité peut très bien s'accommoder politiquement de l'hégémonie social-démocrate, au nom du « moindre mal ».

### ***3. La campagne référendaire a fait bouger les choses, mais élève le niveau des exigences politiques nécessaires :***

3.1. La « pureté » libérale du projet de Constitution européenne a, contrairement aux attentes de ses promoteurs, provoqué une radicalisation antilibérale de l'opinion. Les actes des responsables européens « droitisés » par les récentes européennes (directive Bolkestein, directive sur les 65 heures...) ont confirmé ce mouvement.

3.2. Le Parti socialiste a été pris à contre-pied par cette évolution. Conforté par ses résultats de 2004, il pensait pouvoir imposer sans peine son positionnement européen structurel, qui est aussi celui de l'Internationale socialiste : sur le plan européen, le PS ne peut que dire « oui », le compromis libéral-marchand étant au cœur de la construction européenne. Or l'opinion française de gauche a surtout perçu le caractère ultralibéral du texte constitutionnel : le discours « modéré » (la Constitution présente des avancées) s'est ainsi trouvé décrédibilisé par la gestion européenne de droite. La vérité de la Constitution est apparue dans les politiques proposées : la directive Bolkestein est la vérité « vraie » de la Constitution...

3.3. Nous nous trouvons de ce fait dans une situation inédite : sur un sujet qui lui est a priori favorable, le PS est en difficulté. Que le « Non » l'emporte ou échoue sur le fil, le signe est sur le fond le même : pour la première fois depuis plus de vingt ans, l'hégémonie du PS sur la gauche est remise en question.

3.4. Reste à traduire ce résultat en termes politiques visibles à l'échelle nationale. Or, sur ce plan, une élection ne chasse pas l'autre : 2005 n'annule ni 2004, ni... 2002.

#### ***4. Ce qui est stratégique, c'est donc, tout à la fois :***

- de proposer une façon de raccorder le social et le politique qui évite le double écueil de la subordination et de la séparation ;
- de créer les conditions pour que la dynamique sociale encore réelle nourrisse du projet politique transformateur ;
- de faire en sorte que ce retissage du social et du politique se traduise par des changements substantiels dans l'espace politique de la gauche.

***Cette démarche a trois implications.***

***a. Les partis politiques ont un rôle irremplaçable. Il n'est pas illimité, mais il est réel. Sans doute convient-il de le redéfinir :***

**a.1. Les partis s'attachent à ce que la représentation de toutes les couches de la population soit réellement assurée dans les institutions.**

**a.2. Ils veillent à ce que la demande sociale puisse se formuler en projets politiques capables d'inspirer l'action publique.**

**a.3. Ils contribuent à nourrir politiquement le débat public pour conforter ses bases démocratiques.**

**Dans tous ces domaines, les partis n'ont aucun monopole de formalisation et d'expression : mais ils ont pour mission première de veiller à ce que toutes les conditions soient réunies pour une élaboration collective des grands cadres de la vie publique. Les partis restent donc une médiation indispensable entre l'action sociale et les institutions.**

***b. Dans ce contexte, le parti communiste a des missions immédiates à remplir :***

**b.1. Il continue d'avoir une fonction (non exclusive, non hégémonique) de représentation politique des catégories populaires, fonction d'autant plus importante que la crise de la politique altère gravement cette représentation.**

**b.2. Il a une fonction d'initiative et de mobilisation politiques pour que le lien se fasse en permanence, hors des consultations électorales, entre la demande sociale et les institutions.**

**b.3. Il a une fonction de globalisation et donc de formalisation des projets ; cette fonction n'est pas exclusive, elle se partage, mais elle est réelle.**

**b.4. Il fait des propositions en matière de rassemblement (contenus, formes, extension).**

***c. En ce qui concerne le projet, il convient de le concevoir d'une manière cohérente avec nos objectifs :***

**c.1. Un projet communiste n'est pas la formulation détaillée des propositions que les communistes peuvent faire pour répondre à l'ensemble des problèmes rencontrés dans la société. Il est une indication des grandes directions que les communistes suggèrent pour que de telles réponses se construisent collectivement. Il ne répond pas « à la place de... » mais indique une manière de s'y prendre pour que le mouvement**

social parvienne à faire passer ses demandes dans la vie.

c.2. Un projet inclut des éléments programmatiques, mais il n'est pas un programme. Il est à la fois plus et moins. Moins, car il ne va pas nécessairement jusqu'aux engagements concrets que doivent prendre ceux qui sollicitent les suffrages pour occuper des positions de pouvoir. Plus, car il constitue une vision cohérente de la société et de son avenir, qui donne sens aux éléments concrets de tout programme.

c.3. Un projet énonce une demande sociale appelant à des transformations profondes de toute la société. Mais il accompagne cette demande d'une mise en évidence de l'ensemble des moyens qui rendent possible la satisfaction de ladite demande.

C.4. Un projet raccorde donc les objectifs de l'action transformatrice à une démarche générale qui fonde son réalisme et sa légitimité. Les « moyens » du projet entremêlent ainsi l'objectif et le subjectif, la solution technique et le rapport des forces, la quantification et l'action sur les représentations, le « programme » et le « mouvement », la visée et la stratégie. Il inclut à la fois de l'expertise et de la volonté civique.

***d. En ce qui concerne le rassemblement, il est bon de revenir aux « fondamentaux » :***

d.1. Aucun changement social n'est possible sans majorité pour le promouvoir, pour l'imposer et pour en contrôler la mise en œuvre. Donc, pas de changement possible sans gauche rassemblée, expansive, majoritaire. Cette gauche-là est bien « toute la gauche » : nous ne sommes pas Arlette Laguiller.

d.2. Mais la gauche majoritaire ne peut changer les choses si sa dominante est à l'adaptation au système et à l'alternance, et non pas au dépassement et à l'alternative. La gauche pourra être majoritaire, mais n'agira pas comme une gauche de changement, si les sensibilités portées à l'alternative sont trop faibles pour donner le ton.

d.3. Le rassemblement des forces antilibérales est ainsi la condition pour que la tonalité générale à gauche ne soit pas à la défensive face à la pugnacité libérale. La convergence politique des antilibéraux n'est pas un objectif en lui-même (l'objectif est le mouvement populaire majoritaire), mais elle est une médiation indispensable. Quand cette médiation n'est pas active, quand la convergence ne « pèse » pas assez fortement, l'espace politique est incomplet et donc potentiellement déséquilibré, au profit de l'adaptation au capitalisme. Le rassemblement antilibéral ne se construit donc pas *contre* le PS, mais *en distinction avec lui* et en totale autonomie par rapport à lui.

d.4. Cette convergence antilibérale, composante du rassemblement populaire majoritaire, est nécessairement plurielle. Que l'on s'en accommode ou qu'on le regrette, le temps n'est plus où le PCF pouvait apparaître comme son expression privilégiée et quasi exclusive. Quand les communistes tournaient autour de la barre des 20 % la

« médiation » antilibérale était toute trouvée. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. De ce fait, l'expression politique du désir d'alternative ne peut prendre que la forme d'une convergence plurielle.

d.5. Pour que le rassemblement antilibéral se constitue et s'impose, trois conditions sont nécessaires : l'ampleur de son pluralisme (on ne doit pas s'accoutumer à la division dans cet espace, quelles qu'en soient les raisons) ; la rigueur de son contenu (la qualité du projet d'alternative) ; la capacité à agréger des forces diverses, des pratiques différentes (politiques et non politiques ; héritières ou non de la tradition du mouvement ouvrier) et des générations sexuées différentes (des femmes, des jeunes). La capacité à raccorder l'expérience sociale populaire et la construction politique et la capacité à rapprocher des sensibilités différentes ont *une égale valeur* par rapport à l'objectif : constituer l'alternative en dynamique politique active.

d.6. Le rassemblement antilibéral ne vaut que si ses formes sont adéquates à son objectif : il ne tolère ni récupération ni hégémonie. Le droit inaliénable de chacune de ses composantes à valoriser ses propres objectifs ne peut, en aucune manière, apparaître comme étant une façon de tirer la couverture à soi. Identité et respect des autres deviennent inséparables.

***5. Pour parvenir à ces objectifs, il convient de nous débarrasser de certains « ou bien... ou bien » :***

5.1. *Identité du PC ou rassemblement* : si le PCF n'a rien à dire, il ne joue pas son rôle ; si cette affirmation se confond avec la phrase bien connue selon laquelle « le PCF seul... », celui-ci est isolé et donc il ne sert à rien.

5.2. *Rassemblement de toute la gauche ou rassemblement antilibéral* : il faut faire bouger les lignes, le plus à gauche possible ; à la limite, il faut pousser le parti socialiste lui-même vers une démarche antilibérale cohérente ; mais cela ne se fera pas sans médiation, celle de la convergence politique de tous les antilibéraux. Il faut vouloir que toute la gauche soit portée vers un antilibéralisme conséquent ; cela n'advient pas si les antilibéraux restent dispersés, quand bien même ils auraient de bonnes raisons de ne pas vouloir converger (tel ou tel groupe ou tel ou tel individu est trop social-démocrate, trop gauchiste, trop ceci ou trop cela...)

5.3. *Perspective antilibérale ou projet communiste* : il est vrai que la référence à l'antilibéralisme ne suffit pas et que la proclamation antilibérale ne fait pas le compte. Mais en quoi notre antilibéralisme est-il par nature meilleur que celui des autres ? Nos expériences, en France et dans le monde, ne feraient-elles que plaider en notre faveur ? Travaillons donc, du mieux que nous pouvons, à ce que nous appelons notre « projet communiste », c'est-à-dire la manière que les

communistes pensent la plus efficace pour changer la société en profondeur, jusqu'à sa racine. Travaillons-y, améliorons encore nos formulations et soumettons-les au débat citoyen. Ce sera la meilleure manière dont nous parviendrons à l'essentiel : non pas que le mouvement populaire adopte nos idées, mais qu'il parvienne, sur ses propres bases, à formuler les voies collectives et majoritaires pour une transformation sociale enfin réussie. Nul ne peut nous faire la leçon en matière d'antilibéralisme ; mais nous n'avons de leçon à donner à personne.

5.4. Au total, sont devenues complètement obsolètes, à part égale : la conviction que le PC doit se dissoudre dans le rassemblement ou dans le « mouvement » ; la conviction qu'il est a priori le cœur dudit rassemblement et que, peu ou prou, ce rassemblement ne peut s'opérer qu'autour de lui.

**6. Si le PCF s'ancre dans cette démarche, il ne risque aucune récupération.** Si ses formules anciennes de l'union de la gauche ont fait le jeu du PS, ce n'est pas parce que les communistes ont alors privilégié l'union ; ce n'est même pas vraiment à cause de la « forme de l'union » alors retenue. Si le PCF a été pénalisé, jusqu'à perdre son impact sur la gauche tout entière, c'est parce qu'il était doublement déficient, sur le projet d'alternative possible et sur l'articulation nouvelle qu'il fallait esquisser entre construction politique et expérience sociale des luttes. Ce sont ses propres carences fondamentales qui ont profité au PS, dans un moment où se profilait le grand retournement néolibéral. Si les communistes sont bien au clair sur ces deux points du projet et de la construction politique, ils ne risquent rien. Aucune force, à la gauche du PS, n'est en état d'occuper leur place : si l'extrême gauche a prospéré, depuis le milieu des années 90, c'est par défaut, parce que nous lui avons laissé le monopole de la radicalité. Bannissons donc toute frilosité : elle ne sert pas notre image ; elle est une protection illusoire contre tous les dangers.

**7. La campagne référendaire a été une nouvelle occasion de travaux pratiques en ce sens :**

7.1. Dans cette campagne, le PCF a porté une parole distincte. Il a élaboré ses mots d'ordre, publié son matériel de propagande, organisé ses réunions. Il a fait le lien entre la bataille référendaire et l'ensemble des questions posées par la période. La visibilité communiste a été réelle et spécifique.

7.2. En même temps, les communistes se sont insérés dans les initiatives de rassemblement d'un « Non » de gauche (du type : Appel des 200). Ils ont été souvent à l'initiative de ces convergences, par exemple en

suggérant un travail collectif pluraliste sur la formulation d'alternatives franches au traité constitutionnel.

7.3. Au total, il est impossible de séparer l'affirmation propre du PCF et son implication unitaire. Dans la formulation des critiques portées au projet comme dans celle des alternatives, la parole communiste a fait avancer des idées et en a intégré d'autres. Le PCF est donc apparu pour ce qu'il doit être : porteur d'une spécificité qui n'existe pas en elle-même mais dans sa capacité à nourrir la construction de perspectives par le mouvement tout entier (ici, le mouvement du Non de gauche). Élément d'un mouvement, le Parti communiste n'en est ni l'alpha ni l'oméga.

#### ***8. Qu'est-ce que 2004 et 2005 nous ont appris ?***

- Que notre déclin n'avait rien d'inéluctable si nous nous décidions à occuper, dans l'intérêt de toute la gauche et du mouvement populaire, l'espace de la double alternative au libéralisme et au social-libéralisme.
- Que, dans une dynamique de rassemblement, le PCF ne se rétractait pas, bien au contraire ; qu'il y gagnait de la confiance et de l'intérêt pour leur proposition.

Qu'est-ce qui a manqué en 2004 ? Le résultat a été insuffisant : au total, le PS a bénéficié de cette séquence électorale, par défaut de crédibilité d'une alternative sérieuse à son hégémonie. Au-delà du résultat, ce qui a manqué, c'est une cohérence assumée de notre position, quitte à faire vivre de façon souple cette cohérence. Plutôt que de choisir les solutions à la carte, avec la cacophonie qui en est résultée, mieux aurait valu définir une ligne nationale... et éventuellement en ajuster l'exercice, au gré des situations locales. En 2004, nous avons pris les choses à l'envers. Prenons-les désormais à l'endroit.

#### ***9. Quelles conséquences en tirer pour la suite ?***

9.1. Le plus important est la définition d'une ligne de conduite cohérente, que nous puissions porter jusqu'aux échéances électorales. La question centrale reste celle de la perspective politique globale : ira-t-on enfin vers une alternative claire à plus de vingt années d'hégémonie libérale ; ou se contentera-t-on, une fois encore, d'une alternance qui n'écorne en aucune manière cette hégémonie ? Si la dynamique sociale et le champ politique se raccordent, si les forces d'alternative convergent politiquement, on pourra sortir du cycle infernal nourri par le couple du libéralisme et du social-libéralisme. Si cela n'est pas possible, la crise politique s'approfondira... et le PCF sera voué aux rôles de force marginale. Il n'aura plus guère que le choix entre être porteur d'eau à l'intérieur de majorités constituées autour du PS, ou aiguillon extérieur à la manière de l'extrême gauche. Mais, dans tous les cas, l'hégémonie social-démocrate sur la gauche française serait inentamée.

**9.2. Or la période référendaire a montré que cette hégémonie n'était plus une fatalité. Mais elle a montré aussi que seule l'action concertée pouvait la contredire. Si aucune conséquence n'en est tirée à gauche, si, une fois passée le choc du référendum, chacun retourne dans son coin, la pâte risque fort de retomber. Et, à l'approche des élections décisives, le « vote utile » anti-droite pourrait bien resurgir. Ce serait dommage de laisser passer l'occasion....**

---

# **Le débat référendaire et la perspective**

Par Louis Mazuy

**L'antilibéralisme peut-il un fonder l'alternative aux politiques menées en alternance par la droite et le social /libéralisme ? La divergence profonde au sein du parti socialiste et de l'écologie politique, à l'occasion de la position à tenir pour le référendum sur la constitution européenne, est le signe que cette question travaille la gauche. Et il n'est pas banal qu'une association, comme ATTAC, soit pleinement engagée pour le non à la constitution européenne libérale.**

**Le principe dominant de la concurrence libre et non faussée, que le texte du traité constitutionnel vise à l'imposer dans toute l'économie, apparaît pour beaucoup comme un obstacle majeur à une politique de progrès social. Néanmoins, pour de nombreux partisans du non, il ne va pas de soi que l'antilibéralisme devienne un anticapitalisme total au sens où l'entend le communisme. Comprendre les racines historiques du rassemblement antilibéral en cours est essentiel pour œuvrer à un rassemblement porteur d'une alternative. Les conditions ayant permis un certain progrès social au 20<sup>ème</sup> siècle sont mises en cause par un néolibéralisme devenu progressivement dominant depuis les années 1970. Ainsi, l'efficacité du réformisme social est devenue illusoire.**

**Les acquis sociaux et services publics auxquels notre peuple est particulièrement attaché ont été arrachés pour l'essentiel après la défaite du nazisme et la libération, les conquêtes du front populaire ayant été une amorce provisoire. Dans notre pays, l'efficacité communiste, comme outil politique représentant les intérêts du monde du travail et des milieux populaires, s'est ainsi déployée des années 1930 au début des années 1970, en s'identifiant dans le résultat de ces conquêtes sociales. Néanmoins, il convient de ne pas perdre de vue que d'autres forces politiques et sociales ont été actrices de cette phase de progrès de la société, sans remettre en cause le capitalisme. C'est ce qui a donné de l'assise populaire à la social-démocratie, ceci même si le rôle dynamisant du communisme dans les luttes de classes est retenu par beaucoup comme un élément déterminant.**

**Dans un monde partagé entre pays capitalistes et pays socialistes ou progressistes, la crainte des bourgeoisies nationales de perdre le pouvoir a conduit à des compromis capital-travail, principalement en Europe de l'ouest suite à la défaite du nazisme. Ceci s'est matérialisé par les politiques d'inspiration keynésienne et social-démocrate, marquées par**

**l'Etat providence et certaines avancées sociales. Le livre de l'auteur Américain Gary Teeple, intitulé « *La globalisation du monde et le déclin du réformisme social* », publié en 2003 aux Presses de l'Université Laval, donne une explication argumentée de cette période historique puis de la transition conduisant à aujourd'hui.**

**Malgré les graves atteintes aux droits de l'homme dans les pays de type soviétique dénaturant l'idéal communiste, la confrontation mondiale entre les deux systèmes donnait lieu à un rapport de forces social et politique favorable aux conquêtes sociales dans certains pays lorsqu'il y avait luttes de classes. Durant cette période, l'anticommunisme était d'autant plus agressif qu'il fallait à tout prix éviter qu'une progression de l'influence communiste puisse prolonger ces acquis dans une transformation plus globale. Aussi, l'ancrage d'une social-démocratie crédible pour contrecarrer l'influence communiste a été une constante pour les bourgeoisies nationales dans la diversité des situations. Notons par exemple, l'éviction de tous communistes des directions du syndicalisme de cogestion en l'Allemagne de l'Ouest.**

**Au cours des trente dernières années, le monde a subi de profonds bouleversements. Si le passage progressif à une globalisation du monde est le résultat du mouvement du capital sous la domination américaine, le déclin du socialisme étatique puis sa quasi-disparition a permis au libéralisme de regagner progressivement du terrain idéologiquement et donc de créer les conditions politiques de cette nouvelle phase du capitalisme. Depuis les années 1980, l'essentiel des forces sociales-démocrates ont évolué dans un accompagnement du néo-libéralisme, qualifié de social -libéralisme, le point commun entre social-démocratie et social -libéralisme étant l'acceptation du capitalisme. Progressivement, le libéralisme s'est libéré de la crainte du communisme et tend à instaurer un capitalisme destructeur de l'essentiel du social. Son accompagnement au nom d'un prétendu réalisme comme continuité du réformisme d'antan est ainsi de plus en plus difficile à admettre au sein du peuple et même au sein des acteurs sociaux antérieurement acquis à l'acceptation du capitalisme pour autant qu'une certaine politique sociale y soit possible. C'est à mon sens l'explication de la crise interne au PS à propos de la position sur la constitution européenne. C'est aussi la raison de débats et de prises de positions affirmées de la part de mouvements comme ATTAC, dont les membres sont loin de se déclarer anticapitalistes. Devant ces cheminements d'opinions dont l'ampleur s'est révélée dans la campagne pour le non au référendum, quels enseignements le PCF doit-il en tirer en termes de projet et plus généralement quel nouveau communisme international peut-on envisager pour l'avenir ?**

**En se démarquant des tares des sociétés de type soviétique, le communisme français a surévalué le rôle de la lutte de classes dans le**

cadre national pour les acquis progressistes, en oubliant peu à peu l'importance du facteur « confrontation mondiale entre deux systèmes ». En conséquence, le projet du PCF des années 1990 a développé une conception du dépassement du capitalisme, pour le moins ambiguë. En pleine période d'offensive néo-libérale et de mondialisation capitaliste, considérer qu'une mixité privée/publique du capital des entreprises n'était pas un problème majeur pour la perspective de transformation sociale a été le signe que le communisme français avait un sérieux problème de projet depuis la disparition de l'Union soviétique. Il est donc maintenant urgent d'explicitier les critères d'une société post-capitaliste, suite à un débat référendaire au cours duquel des millions de personnes ont été amenés à identifier les principes libéraux à partir desquels le capitalisme s'affirme comme un obstacle majeur au progrès social, humain et à la pérennité de la planète.

Au moins deux domaines demandent des avancées très significatives de l'apport communiste.

D'une part, sur le rapport entre les champs nationaux, européens et mondiaux dans la faisabilité d'une transformation sociale, ceci pour véritablement remplacer le concept ancien de « socialisme dans chaque pays » et aussi pour se démarquer d'une construction européenne définie comme élément d'un partage du monde entre quelques puissances économiques. Cet aspect au cœur de la réflexion des forums alter/mondialistes reste à ce jour sans réponse très explicite en termes de perspective.

D'autre part, une clarification sur les critères essentiels d'une société post-capitaliste est nécessaire. La sortie du capitalisme est-elle la suppression de l'accumulation privée du capital des entreprises (*le terme « d'accumulation » est employé à la place de celui de « propriété » car nouveau statut de l'entreprise, conforme au primat du progrès social, et détention non étatique du capital requièrent des réponses nouvelles pouvant être multiples*) ? Selon quels principes les formes de propriété des biens de vie sociale sont à répartir entre le domaine privé et les collectivités ? Quel nouveau contenu de la notion de maîtrise publique répond aux enjeux d'aujourd'hui ? Faut-il concevoir la société nouvelle avec une absence totale de marché, ou selon une mixité entre des monopoles de services publics et un marché régulé des biens et services, en considérant comme des prémices certains aspects du rôle structurant des entreprises publiques françaises pendant la période 1945 aux années 1970? Un texte récent de Maurice DECAILLLOT, intitulé « *Economie, marché, politique, démocratie : éclaircir pour éclairer ? A propos d'un article de Christian BARRERE* », s'exprime sur la question générale du marché des biens et services. En voici un extrait suggestif « *Il est donc vrai que l'avenir social est à l'échange. Mais il sera, pour y*

*parvenir, incontournable de sortir des pratiques aveuglantes du marché :...Il sera nécessaire, en même temps, non d'édicter des droits, mais d'élaborer en commun des règles, non de prescrire des partages, mais de construire des échanges, des activités, des structures, de faire vivre un paradigme nouveau d'activités marquant l'émergence, dans le monde distordu d'aujourd'hui, des civilisations à naître». Cela requiert aussi une réflexion renouvelée sur le devenir des forces productives (confère la journée d'étude du 17 janvier 2003, dont le contenu a été publié par le cahier n°11 de l'OMOS, intitulé « Mouvement des connaissances, Travail, Société, Quel projet communiste ?).*

Les réponses à ces questions sont déterminantes pour que le communisme puisse être identifié comme inspirateur d'un projet de transformation sociale en réponse aux enjeux. Après la critique de masse du libéralisme et du capitalisme, à l'occasion du débat référendaire sur la constitution, le renouveau d'une perspective révolutionnaire passe par l'identification des principes de structuration et de fonctionnement d'une nouvelle société, en cohérence avec une stratégie politique de rassemblement.

---